

Non aux pesticides !

En dépit de la puissance des lobbies chimiques, des voix s'élèvent de plus en plus dans le monde rural et parmi les consommateurs pour dénoncer le danger des pesticides. En Belgique et ailleurs, comme au Brésil par exemple...

Table des matières

Brésil : le rude combat des opposants aux pesticides	2
Quand le bio devient un vrai projet de société.....	7
Contre les pesticides et pour la Vie.....	11

Brésil : le rude combat des opposants aux pesticides

Depuis 2009, le Brésil détient le triste record du pays premier consommateur de pesticides au monde, détrônant ainsi les Etats-Unis. D'après la « Campagne permanente contre les pesticides et pour la vie »¹, chaque Brésilien en ingurgiterait en moyenne 5.2 litres par an. Lancée en 2011, la campagne regroupe aujourd'hui une centaine d'organisations et entités nationales qui ensemble sensibilisent la population aux dangers qu'ils représentent, se battent contre les épandages intempestifs dans les cultures et défendent le développement d'une agriculture répondant aux principes de l'agroécologie. Parmi ses membres actifs, on retrouve notamment le Mouvement des Sans Terre, partenaire de longue date de Frères des Hommes.

Comment le Brésil en est-il arrivé là ?

La Campagne permanente contre les pesticides a fort affaire au Brésil où la politique agricole favorise l'agrobusiness, modèle particulièrement gourmand en la matière. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le secteur a le vent en poupe. En effet, entre 2000 à 2012, les ventes de produits phytopharmaceutiques ont connu un accroissement de 162% et sont ainsi passées de 313.824 à 823.226 tonnes. Mais cette tendance, comme pour beaucoup de pays, trouve en réalité son origine dans la révolution verte et n'a fait que se confirmer depuis lors.

Ainsi, l'adoption d'un nouveau modèle agricole dans les années '60 a non seulement sonné le glas d'une agriculture traditionnelle, mais il a aussi encouragé le phénomène de concentration des terres et une production alimentaire à l'échelle industrielle, avec pour corollaire l'usage accru de pesticides. C'est à partir de ce moment que les monocultures de soya, maïs, coton, eucalyptus et canne à sucre se sont développées à travers le pays. Sur ces grandes étendues, on a alors commencé à pratiquer notamment les épandages aériens, à la fois extrêmement dangereux et « peu efficaces » dans la mesure où de grosses quantités de poisons doivent être pulvérisées pour atteindre les résultats escomptés. Cette technique est d'ailleurs particulièrement décriée par la

¹ Campanha Permanente Contra os Agrotóxicos y Pela Vida – www.contraosagrototoxicos.org

Campagne permanente en raison des dégâts collatéraux considérables sur la santé des habitants et de la biodiversité ambiante.

Mais de façon plus générale, le recours aux pesticides s'est infiltré dans les mœurs et les pratiques agricoles sur les terres brésiliennes, au même titre que dans d'autres régions du monde. Progressivement, en particulier durant ces 3 ou 4 dernières générations d'agriculteurs, une dépendance culturelle s'est installée à l'égard des produits phytopharmaceutiques censés répondre aux exigences de la productivité. Afin de ne pas perdre leurs récoltes, les petits paysans brésiliens manquant trop souvent d'assistance technique qualifiée pulvérisent ainsi spontanément le pesticide qui leur a été vendu sans en réaliser les conséquences. Au fur et à mesure des épandages, ils se trouvent pris dans un engrenage, des phénomènes de résistance se développant : les insectes et autres organismes sont en fait de plus en plus difficiles à exterminer, poussant l'agriculteur à augmenter progressivement les doses.

En outre, contrairement aux discours tenus par les défenseurs des OGM, l'apparition des semences transgéniques a elle-même contribué à augmenter l'usage de pesticides. Fran Paula, ingénieur agronome de la coordination nationale de la Campagne permanente, explique : « L'un des exemples est celui du soya Roundup Ready, résistant à l'herbicide glyphosate. Avec l'arrivée de ce soya transgénique, la consommation de glyphosate a augmenté de 150% ! ».

Par là même, une autre dépendance s'est installée, cette fois à l'égard des firmes productrices de pesticides. Une poignée de multinationales en particulier font leurs choux gras de cette perte d'autonomie paysanne ; il s'agit essentiellement de Syngenta (Suisse), Bayer (Allemagne), Basf (Allemagne), FMC (USA), DuPont (USA), Dow Chemical Company (USA), Monsanto (USA), Adama (Israël)², Iharabras (Japon) et Arysta (Japon). Ces mêmes firmes, reines de l'agrochimie, sont aussi productrices de médicaments...qui permettront, soit dit en passant, de soigner les intoxications aiguës ou chroniques éventuellement causées par les pesticides.

Un manque de volonté politique

Et même si les populations peuvent commencer à s'interroger sur les répercussions sanitaires d'une telle évolution, le front parlementaire agissant

² Avant avril 2015 sous le nom de Makhteshim-Agan

pour la défense des grands propriétaires reste très influent dans la mesure où il représente, depuis les élections de 2014, 51% du Congrès fédéral brésilien et exerce une pression constante afin de défendre l'agrobusiness et son recours intensif aux produits phytopharmaceutiques. Sa stratégie consiste généralement à entraver les inspections et les retraits de produits incriminés du marché ou à voter des lois favorisant la multiplication de pesticides (ex : en 2013, il a approuvé une loi autorisant l'usage de pesticides auparavant interdits en raison de leur toxicité élevée) et les intérêts des firmes les produisant. Ainsi, dans certains Etats comme le Ceará ou le Mato Grosso, la réduction de taxes sur les pesticides peut être particulièrement avantageuse, voire atteindre carrément les 100%. Selon Fran Paula, le Brésil dispose pourtant de tout l'arsenal législatif nécessaire pour changer son fusil d'épaule : « Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, la lutte pour la réduction de la consommation de pesticides ne passe pas nécessairement par une réforme de la législation brésilienne, dit-elle. Il suffit d'appliquer efficacement les lois et de faire en sorte que les organismes gouvernementaux agissent plus fermement ».

On peut certes épingleur un manque manifeste de volonté politique. La fièvre des agrocarburants qui s'est emparée des pays industrialisés a certainement alimenté le soutien que les gouvernements brésiliens successifs ont apporté à l'agrobusiness et à ce modèle agricole vorace en pesticides. Cherchant à répondre à la demande internationale, le Brésil a encouragé les monocultures de soya et canne à sucre, celles-ci permettant la production d'éthanol, un agrocarburant. De façon plus générale, le gouvernement fédéral a investi ces dernières années près de 6.25 fois plus d'argent dans le secteur de l'agrocommerce que dans l'agriculture familiale qui, selon le ministère du Développement agraire, nourrit pourtant 70% des Brésiliens.

Le cadre législatif

La législation fédérale sur les pesticides date de 1989 au Brésil. Elle charge les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et de la Santé de gérer ces questions et elle stipule que seuls peuvent être utilisés les pesticides qui ont été enregistrés auprès de l'organisme fédéral compétent. Mais sur le terrain, beaucoup d'interdits sont bravés et des mesures devraient voir le jour pour favoriser un meilleur contrôle de la situation.

Le ministère de la Santé, à travers l'ANVISA³, est responsable de l'évaluation et de la classification toxicologique des pesticides et, avec le ministère de l'Agriculture, du contrôle des résidus dans les produits d'origine végétale. L'ANVISA doit également déterminer la limite maximale de résidus (LMR).

L'un des points faibles de la législation brésilienne, qui reconnaît pourtant les effets nocifs des pesticides, est qu'elle ne stipule pas de délais en termes de réévaluation de ces produits. « Au Brésil, la validité du registre est indéterminée, contrairement à d'autres pays comme les Etats-Unis où il y a une validité de 15 ans, 10 ans pour l'Union européenne et 3 pour le Japon ». Une actualisation du registre des produits phytopharmaceutiques s'avère donc urgente. « Le Brésil connaît un énorme retard dans la mesure où on y utilise encore un arsenal de produits chimiques datant de la guerre », précise-t-elle encore. Réévaluer, certes, mais aussi limiter. Et à ce titre, elle poursuit : « Il faut mettre en œuvre le Plan National de Réduction des Pesticides (PRONARA), lié au Plan National d'Agroécologie et de Production Organique (PLANAPO) ».

Pour la Campagne permanente, l'option de réduire les pesticides constitue un compromis par rapport à sa volonté fondamentale d'éradiquer totalement ceux-ci. Dans l'état actuel des choses, ses membres admettent qu'il est illusoire d'espérer davantage. Mais à leurs yeux, ce n'est que le début du chemin car leur objectif à long terme est bien de parvenir à une interdiction de l'usage de ces poisons, parallèlement au développement d'un autre modèle de production agricole.

Succès et revendications de Campagne permanente contre les pesticides

« Malheureusement, la perspective actuelle des mouvements sociaux qui luttent contre les pesticides s'inscrit davantage dans une dynamique de résistance que d'avancées, dit Alan Tygel, membre de la direction nationale de la Campagne permanente. De façon générale, l'utilisation de pesticides va croissant et rien n'indique que nous réussirons à freiner cette tendance dans un futur proche ». Si ces propos peuvent sembler pessimistes, ils traduisent avant tout la forte pression exercée par les grands propriétaires terriens au travers notamment du front parlementaire représentant leurs intérêts ainsi que celle des firmes productrices. Et dans ce paysage socio-politique, la Campagne a donc toutes ses raisons d'être.

³ ANVISA – Agence Nationale de Vigilance Sanitaire au Brésil

Outre une réévaluation périodique des pesticides autorisés, elle milite pour une amélioration des processus d'analyse et de contrôle des eaux et de l'environnement. Elle exige également un meilleur suivi au sein du système médical des cas d'intoxications, qu'ils résultent d'une manipulation de pesticides, d'une contamination environnementale ou alimentaire. En termes d'alimentation, elle demande que les consommateurs soient informés de l'utilisation de pesticides par le biais des étiquettes sur les produits vendus en magasin et qu'ils puissent opter pour des denrées saines.

Mettant en avant de graves impacts sanitaires, elle réclame l'arrêt des épandages aériens. Parmi les cas dénoncés figure celui de l'école municipale de São José do Pontal dans la région de Goiás où, en 2013, des élèves de 9 à 16 ans, de même que des travailleurs, ont souffert d'intoxications aiguës à la suite de la pulvérisation de champs de maïs au moyen de l'insecticide Engeo Pleno produit par la multinationale Syngenta. Aujourd'hui encore, ces victimes pâtissent des conséquences de cette situation.

A l'inverse, les membres de la Campagne permanente se battent pour un autre modèle de production agricole intégrant les principes de l'agroécologie et la réalisation effective d'une réforme agraire. Sur ce point, l'une des principales victoires de la Campagne est sans conteste le lancement du Plan National d'Agroécologie et de Production Organique (PLANAPO), auquel est annexé le PRONARA élaboré en 2014. Le défi majeur, selon Fran Paula, sera certainement de tenir tête au front parlementaire des grands propriétaires, mais aussi de faire pression pour que le Plan National d'Agroécologie soit effectivement mis en œuvre.

Milena Merlino

Quand le bio devient un vrai projet de société

Cédric Melin et Pia Monville se sont lancés dans l'agriculture bio depuis quelques années. C'est dans la région de Court-St-Etienne qu'ils cultivent la terre dans le cadre d'une exploitation à échelle humaine. Cultiver sans pesticides, pour eux, c'est avant tout une façon de développer un projet économiquement viable permettant de créer des emplois⁴. Cédric nous raconte...

« Durant mes études d'ingénieur industriel en horticulture à Gembloux, j'avais très peu d'informations sur l'agriculture bio dans mon cursus. J'ai ensuite travaillé deux ans dans le département recherche et développement de Bayer, ce qui m'a permis de voir de l'intérieur ce qu'était l'industrie chimique, une expérience fort intéressante. Les agronomes qui ont terminé leurs études dans les années '70 aboutissaient généralement dans le secteur chimique. On avait détruit le phylloxéra, on avait empêché les doryphores dans les pommes de terre... Travailler pour une grosse firme avait quelque chose d'excitant et de prestigieux. En plus, je devais trouver du travail après plus d'un an passé en voyage à l'étranger. Par la suite, j'ai fait partie du groupement des fraisiéristes wallons, un organisme d'encadrement de la Région wallonne pour les producteurs de fraises et de petits fruits. Il s'agissait essentiellement de producteurs de fraises conventionnels que je devais encadrer ; et parmi les demandes qu'ils me renvoyaient, très peu concernaient le bio ou la lutte intégrée. Ils étaient davantage dans une recherche de revenus.

En allant vers le bio, j'allais donc vers l'inconnu. Au départ, je voulais faire quelque chose de différent. Avec ma femme Pia, avec qui je cultive la terre depuis 6 ans, nous sommes des nouveaux producteurs, des néoruraux. Nous ne sommes pas issus de familles d'agriculteurs. Ce qui motive surtout notre choix, ce sont les enjeux de société autour du bio. Nous avons bien entendu le souci de faire quelque chose de durable à tous les niveaux, même si ce concept a maintenant été aussi récupéré par les grandes surfaces. Contrairement à ce qui se fait souvent, ce n'est pas l'argument santé que je mets en avant lorsque je vends

⁴ <http://www.lescoinsdechamp.be/>

mes produits. En effet, cette motivation me semble individualiste. Par contre, à partir du moment où l'on peut travailler sans pesticides et sans produits chimiques de synthèse, en ayant recours à des solutions techniques qui fonctionnent et que cela répond à un projet économique viable, cela m'intéresse beaucoup plus. C'est ce dont nous discutons notamment au sein du groupe de réflexion sur les pratiques agricoles de la coopérative Agricover. A travers l'agriculture bio, il y a un véritable projet économique viable possible, non seulement pour nous, mais aussi pour la société. C'est une agriculture qui demande de la main-d'œuvre, qui donne du travail aux gens, qui a une relation au monde et à l'environnement humain, projet dans lequel on s'inscrit.

L'une des difficultés est toutefois que le travail de la terre est peu valorisé. Et pourtant, c'est un très beau travail et il s'agit d'un pilier de la société, la production de nourriture en l'occurrence. Nous avons oublié aujourd'hui pourquoi nous avons deux mois de vacances en juillet et en août. En réalité, c'est la période des moissons et il fallait par le passé trouver de la main-d'œuvre disponible à ce moment de l'année.

Par ailleurs, en tant qu'agriculteurs bio, nous sommes en cohérence avec le système dans lequel nous nous trouvons. Nous avons une certification et nous devons donc répondre à un minimum de conditions légales. Si on s'extrait du système, il devient difficile de mettre en évidence ses incohérences. Le système de production certifiée dans notre pays est fortement axé sur l'aspect santé et non pas sur les aspects « sociétaux ». Néanmoins, avec un groupe de producteurs, nous essayons de développer des approches, d'aller plus loin, de dépasser le bio réglementaire qui existe actuellement, d'aborder par exemple la question des conditions sociales et de la main-d'œuvre. Nous rencontrons toutefois beaucoup de résistance, en particulier de la part de ceux qui se sont convertis au bio par le passé. Cette transition a exigé d'eux un travail considérable et ils ne veulent donc pas qu'on leur en demande davantage.

La question du foncier est également cruciale. C'est une des raisons pour lesquelles il y a peu de projets de maraîchage qui tiennent la route. Quand je me balade et que je vois tous ces hectares de betteraves et ces champs de céréales qui servent à nourrir les vaches pour produire ensuite de la viande et du lait à ne plus savoir qu'en faire, cela me semble un non-sens. Surtout quand on sait qu'il faut pleurer pour obtenir un seul hectare afin de faire du maraîchage ! Et pourtant, un hectare, ça représente du travail et le salaire pour une personne.

Sur ce point, le politique a une grande responsabilité. Il ne contribue pas à promouvoir le secteur dans l'enseignement secondaire ou supérieur. Ou encore, nous savons que pratiquement tous les CPAS de Wallonie disposent de terrains agricoles qu'ils donnent en location. Pourquoi ne les interpelle-t-on pas pour y développer des projets de maraîchage en Wallonie ? De même, si vous voulez demander un financement pour lancer un projet en agriculture bio à votre banque, il y a de grandes chances pour que l'on vous regarde de travers ! Mais si vous voulez monter une porcherie de 100.000 porcs, vous aurez moins de difficultés. On vous prêtera plus facilement 100.000 euros pour faire de l'agriculture conventionnelle que 25.000 euros pour vous lancer dans le bio. C'est la réalité aussi !

Evidemment, on ne peut pas faire bouger les choses tout seul ! Et notre vision touche à beaucoup de choses : au partage de la richesse dans la société, au temps de travail, au type de travail et à sa valeur. Dans le même ordre d'idée, on peut se demander, par exemple, pourquoi une infirmière doit gagner moins qu'un banquier. C'est ce type de questions que pose notre projet, à Pia et moi. Notre réflexion est vraiment globale. Mais c'est tellement ambitieux que nous avons besoin de relais.

De façon générale, il y a maintenant une plus grande demande en produits bio de la part des consommateurs. Notons toutefois qu'un grand flou artistique existe en la matière. C'est le cas entre production bio et production locale. Une certaine confusion est entretenue par les producteurs en agriculture conventionnelle qui font de la vente directe aux consommateurs : ils axent leur communication sur le fait qu'ils font de la vente directe, mais ce n'est évidemment pas du bio. Il y a aussi une récupération du secteur bio par les industriels et par la grande distribution qui essaient de grappiller des parts de marché aux producteurs bio.

En ce qui concerne plus spécifiquement les pesticides, ma pratique en bio me permet de dire qu'il y a des solutions naturelles pour protéger les cultures et que cela fonctionne. Le recours aux insecticides figure parmi les utilisations les plus aberrantes car il génère de gros déséquilibres. En termes de fongicides, c'est un peu plus difficile à gérer, mais on peut y parvenir. Ces questions dépendent aussi du produit final que l'on veut obtenir et de la tolérance du consommateur concernant l'aspect visuel du légume ou du fruit. Les agriculteurs ont parfois recours aux pesticides pour donner un bel aspect visuel au produit. Certes, la question du rendement les motive, mais pour les fraises, par exemple, on traite

aux pesticides jusqu'à 20 fois pour obtenir aussi un bel aspect. Pour nous, c'est tout différent, évidemment. Si je résume notre approche, le bio n'est pas notre but en tant que tel, mais c'est un socle de travail ».

Milena Merlino

Contre les pesticides et pour la Vie

Serge Peereboom cultive et expérimente l'agroécologie avec sa belle-famille et ses associés sur les terres de la ferme Arc-en-Ciel à Wellin⁵. Pour lui, cultiver sans pesticides a toujours été une évidence. Sa motivation fondamentale : le respect de la Vie et de la Terre.

« J'ai toujours cultivé sans produits chimiques. En fait, lors de mes études d'horticulture dans les années '80 à Bruxelles, j'avais un professeur de culture maraîchère qui suivait le programme officiel abordant les principes de l'agriculture conventionnelle. En tant que professeur, il était obligé de respecter ce programme, mais il nous mettait en garde contre les dangers des engrais chimiques et des pesticides de synthèse. Il nous disait : « Vous savez, il ne faudrait plus travailler avec ces produits et plutôt opter pour la lutte biologique! ». C'était son initiative personnelle et il était convaincu. C'est lui entre autres qui m'a ouvert les yeux sur ce gros problème des pesticides et de l'agriculture chimique. Alors que celle-ci vise notamment à nourrir artificiellement la plante et doit lutter constamment contre les maladies et les ravageurs, l'agriculture biologique a pour principe de nourrir le sol et c'est ce sol équilibré qui permettra d'obtenir des plantes en bonne santé, moins sujettes aux maladies.

Bien entendu, légiférer sur les pesticides, c'est très bien. Mais sur ce plan, les avancées sont beaucoup trop lentes, comme toujours. Quand on voit que certains scientifiques ont déjà tiré la sonnette d'alarme depuis les années '60 face aux dangers des pesticides, les régions et les pays auraient déjà dû à ce moment-là prendre des mesures. Parvenir à supprimer totalement ces produits prendra du temps ! Il y a quelques années, un projet intéressant a été présenté au niveau européen (REACH⁶), mais il a été totalement étouffé par les lobbies chimiques parce qu'il voulait aller trop loin dans l'interdiction de pesticides et de molécules chimiques. Et pourtant, le Prof. Dominique Belpomme, cancérologue, a pointé du doigt les pesticides en démontrant que ce genre de molécules chimiques avait des effets sur l'environnement et la santé (même s'ils ne sont pas la seule et unique cause des maladies liées à l'environnement contaminé par

⁵ Voir www.fermearcenciel.be

⁶ <http://fsimpere.over-blog.com/article-la- peste-soit-des-pesticides-et-des-pestifaiseurs-69106098.html>

les activités de nos sociétés modernes), notamment parmi les agriculteurs qui en sont les premières victimes. Il a mis en évidence des liens avec le cancer, certaines pathologies du cerveau, la maladie de Parkinson et les problèmes de stérilité de plus en plus fréquents chez les agriculteurs.

Encore maintenant, ce qui me sidère, c'est le fait de ne pas respecter la vie. Quand en cultivant la terre, nous sommes confrontés à des invasions de pucerons ou de limaces, pourquoi faut-il avoir ce regard de puissance et de destruction envers ces animaux ? C'est cela qui m'a toujours surpris : pourquoi réagit-on toujours violemment vis-à-vis d'êtres vivants alors qu'il existe des possibilités de travailler différemment ? Je peux comprendre les préoccupations économiques et le souci de protéger ses cultures, mais il ne faut pas perdre de vue les conséquences de tels comportements car éliminer des pucerons, par exemple, que nous jugeons, nous, nuisibles porte aussi préjudice à d'autres animaux tels que les oiseaux, les mammifères et finalement à l'humain également puisque l'on sait que les pesticides sont nocifs à plusieurs niveaux et agissent à la fois sur la faune, la flore, le sol, l'eau et l'air, et donc aussi sur l'être humain. Humain. Humus. Humilité ».

Milena Merlino